

nion où, durant presque toute la matinée, l'on a discuté à fond la question de ce qui pourrait et devrait se faire, et aussi ce qui serait fait relativement aux employés de la Studebaker.

HAMILTON (ONT.)—AFFECTATION NOUVELLE DE L'USINE STUDEBAKER

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Joseph Macaluso (Hamilton-Ouest): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre de l'Industrie. A-t-il reçu du maire d'Hamilton une demande en vue de discuter d'autres fins auxquelles pourrait servir l'usine Studebaker?

L'hon. C. M. Drury (ministre de l'Industrie): Monsieur l'Orateur, j'espère m'entretenir avec le maire d'Hamilton à ce propos demain matin.

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

L'AUGMENTATION DES PRIX ET DES COÛTS

A l'appel de l'ordre du jour.

Le très hon. J. G. Diefenbaker (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, j'aurais une question à poser au premier ministre. Étant donné la hausse constante et grave du coût de la vie et son effet défavorable sur les personnes à revenu ou à pension fixe, le gouvernement fédéral s'est-il adressé aux provinces—les pouvoirs constitutionnels prévus dans l'Acte de l'Amérique du Nord britanniques étant ce qu'ils sont—en vue d'un effort concerté pour faire face à cette grave situation?

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Monsieur l'Orateur, je sais toute l'importance qu'il attache, comme nous tous, à la question, mais je demanderais à mon très honorable ami d'attendre quelques jours. Le ministre des Finances, lorsqu'il présentera son budget, pourra sans doute traiter de la question et expliquer à la Chambre les mesures que nous avons prises.

Le très hon. M. Diefenbaker: Le premier ministre a parlé de «quelques jours». Est-ce à dire que le budget sera présenté dans quelques jours?

Le très hon. M. Pearson: Oui, dans quelques jours.

[Plus tard]

M. T. C. Douglas (Burnaby-Coquitlam): Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question complémentaire au premier ministre? Il y a quelque temps, le premier ministre a demandé au Conseil économique d'étudier l'augmentation des prix et d'établir si elle

[L'hon. M. Drury.]

est justifiée. Dans combien de temps pourrions-nous recevoir un rapport du Conseil économique à ce sujet?

Le très hon. M. Pearson: Je pense m'être renseigné deux fois depuis que mon honorable ami a posé la question, et j'ai insisté sur l'importance de compléter cette étude aussi vite que possible. Je reviendrai à la charge.

M. Douglas: Le premier ministre envisagerait-il de fournir au besoin du personnel, afin que le gouvernement obtienne ce rapport le plus tôt possible?

Le très hon. M. Pearson: S'il s'agit simplement d'un manque de personnel, je suis sûr qu'on pourra y remédier pour une durée si courte. Je doute que ce soit la difficulté, mais je me renseignerai.

LE BUDGET

LA DATE POSSIBLE DE PRÉSENTATION

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. Michael Starr (Ontario): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre des Finances. A-t-il fixé la date de son exposé budgétaire?

L'hon. Mitchell Sharp (ministre des Finances): Dans ma tête, monsieur l'Orateur, elle est fixée, mais je ne l'ai pas encore fait approuver par mes collègues.

LES TRAVAUX PUBLICS

LA COLLABORATION DES ENTREPRISES QUANT AUX RÉDUCTIONS

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. Marcel Lambert (Edmonton-Ouest): Étant donné, monsieur l'Orateur, qu'il a annoncé une réduction des travaux publics, le gouvernement a-t-il obtenu, conformément à sa politique de fédéralisme coopératif, l'appui des provinces à ce sujet? Je pose cette question en raison des sommes plus importantes affectées par les provinces aux travaux publics.

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Oui, monsieur l'Orateur, on a discuté de cette question avec les provinces.

L'hon. M. Lambert: Quels résultats a-t-on obtenus?

RADIO-CANADA

LES SUITES DE L'ENTREVUE AVEC GERDA MUNSINGER

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. Marcel Lambert (Edmonton-Ouest): Monsieur l'Orateur, puis-je adresser une